

Discussion générale
Lecture définitive
Brexit
Mercredi 16 janvier
Jean-Paul LECOQ

Madame la Ministre,
Monsieur le Président,
Mes chers collègues,

Nous sommes amenés à nous exprimer ici sur un texte dont la ministre Loiseau annonçait ce matin sur les ondes du service public qu'il serait voté, mais je vais tout de même tenter de faire entendre une autre voix...

L'actualité d'hier outre-Manche nous rattrape, comme le nouvel épisode d'un mauvais vaudeville à rebondissements qui, selon les promoteurs de l'Europe libérale qui sont en même temps les fossoyeurs des peuples européens, doit impérativement s'achever par deux épilogues :

- Soit un **Brexit dur et punitif, sans accord, pour apprendre à vivre à ceux qui se rebellent,**
- Soit, mieux encore, par **un abandon du Brexit qui signifierait : « votez toujours », cela ne sert à rien.**

Bref, tout faire pour que ne soit pas respecté un vote démocratique exprimé dans l'Union.

Et expliquer que les référendums sont inutiles.

En ces temps, c'est risqué...

On connaît chanson, « Remember 2005 » !

Et ce matin se sont des larmes de crocodile qui coulent sur des sourires en coin à l'annonce de ce rejet massif par le Parlement Britannique de l'accord inacceptable que la Commission Européenne veut lui infliger.

Infliger un accord à un peuple qui veut divorcer pour faute pour le contraindre à rester ou à partir humilié.

Voilà l'image que l'Europe nous offre !

Et pour cela, tout est bon : la menace des foudres de l'enfer en cas d'absence d'accord ;

Les prolongations de supposées négociations pour faire durer l'épée de Damocles ;

Ou la remise en cause par un chef d'Etat, en l'occurrence le notre, de la légitimité du référendum, en proclamant que les électeurs Britanniques auraient été manipulés.

De quoi je me mêle !? Ce référendum n'a pas été plus ou moins manipulé que n'ont été manipulés les électeurs lors de notre élection Présidentielle.

C'est dire au passage le mépris qu'il porte pour les expressions du peuple, mais ça, ce n'est pas un scoop.

Et donc nous voilà à deux mois de l'échéance, près de 3 ans après le vote d'un peuple souverain, à devoir prendre des mesures improvisées dans un contexte où rien n'est réglé.

Commençons par le fond du texte que nous examinons : comme mon groupe l'a exprimé la dernière fois, nous regrettons que les gouvernements successifs n'aient pas cru bon d'anticiper les choses depuis un vote survenu en juin 2016.

Et l'on comprend mieux aujourd'hui pourquoi...

Agir à travers des ordonnances n'est pas sérieux, aussi pratiques soient-elles pour le gouvernement.

Le Parlement, je tiens à le rappeler, n'est pas là pour vous aider madame la ministre, mais pour permettre de voter les lois qui aident les Français et qui les protègent.

Mais aucune trace de cette volonté dans vos dernières actions :

- Le gouvernement français a raté la négociation européenne sur les corridors européens et a laissé la main aux ports des pays du Nord au détriment de ses propres ports.

Ce sont les députés qui vous ont interpellé là-dessus et vous avez dû relancer les négociations pour ne pas perdre la face à Bruxelles sur ce sujet.

- Le projet de loi de finances de 2019 prévoit une augmentation du contingent de douanier qui est ridicule au regard des gigantesques besoins en cas de sortie du Royaume-Uni de l'UE sans accord.

Les députés communistes vous ont interpellé de très nombreuses fois sur ce sujet, et pas une seule de nos propositions n'a été reprise. Pourtant, c'est bien en augmentant les effectifs de douaniers que l'on prépare la création d'une nouvelle frontière.

D'ailleurs j'en profite pour vous signaler que le seul dispositif de contrôle par scanner des 3 millions de conteneurs transitant par le port du Havre est actuellement en panne...

- Le gouvernement n'a pas non plus voulu nous entendre sur les mesures d'urgence à prendre à propos des besoins de vétérinaires pour accueillir des produits respectant les normes sanitaires françaises à nos portes.

Plus largement, nous dénonçons fermement le comportement de l'Union Européenne et de la France dans ce divorce.

Comme le gouvernement français use et abuse de la violence contre les Gilets Jaunes, comme un aveu de son impuissance à régler les maux auxquels sont confrontés les peuples et à restaurer la concorde, la Commission européenne utilise la même stratégie du pourrissement.

Ne voulant rien proposer d'autre aux Britanniques d'une chaîne ou un bras d'honneur, la Commission européennes compte peut-être qu'en matant les rebelles elle va calmer les ardeurs des autres peuples européens qui rejettent cette Union européenne déconnectée des réalités de ses citoyens.

Il est grand temps au contraire de changer profondément de politique européenne pour préserver cette magnifique idée de l'union, mais en changeant de cap.

Et pour cela, nous vous le disons depuis longtemps : il faut donner la priorité à l'Europe sociale pour qu'enfin l'harmonisation par le bas de tout, la mise en concurrence des peuples, des travailleurs ou des écosystèmes.

Parce que le gouvernement n'a pas suffisamment anticipé les choses et qu'il utilise confortablement des ordonnances, parce que l'État s'est très mal préparé notamment en termes d'organisation des services publics, le groupe GDR comme lors des précédentes lectures s'abstiendra sur ce texte.

Je vous remercie.